

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/Q/IND/20

11 mai 2012

(12-2560)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

## RÉGIME DE LICENCES D'IMPORTATION DE L'INDE

### Questions complémentaires posées par la Turquie à l'Inde au sujet du régime de licences d'importation et de contingents relatif au marbre et aux pierres similaires<sup>1</sup>

La communication ci-après, datée du 10 mai 2012, est distribuée à la demande de la délégation de la Turquie.

La Turquie, qui est dotée de 40 pour cent des réserves mondiales de pierres naturelles et de 3,8 millions de mètres cubes de marbre extractible, a un intérêt substantiel dans les exportations de pierres naturelles.

L'Inde est l'un de ses principaux partenaires commerciaux. En effet, en 2010, sa part dans les exportations turques s'élevait à 2,8 pour cent pour les pierres naturelles et à 5 pour cent pour les blocs de marbre brut.

Nos exportateurs et le gouvernement turc surveillent par conséquent de près les règlements et pratiques réglementaires de l'Inde dans ce secteur.

Le secteur privé turc est très préoccupé par le régime de licences d'importation et de contingents de l'Inde, lequel fait régulièrement l'objet de plaintes auprès du Ministère de l'économie.

En conséquence, la Turquie a tenté d'examiner la question de manière approfondie, non seulement au niveau bilatéral par l'entremise du Ministère indien et de la Mission de l'Inde à Genève, mais aussi dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce en inscrivant cette question à l'ordre du jour de la réunion du Comité des licences d'importation, tenue le 14 octobre dernier. La Turquie a posé des questions concernant le champ d'application, la raison d'être et les aspects procéduraux dudit régime dans le document de l'OMC portant la cote G/LIC/Q/IND/17. L'Inde a répondu à ces questions dans le document G/LIC/Q/IND/18.

Dans le document G/LIC/Q/IND/17, la Turquie a posé les questions spécifiques suivantes:

1. Quels produits sont soumis au régime de licences d'importation? (En effet, la notification n° 64 de la Direction générale du commerce extérieur (DGFT), datée du 4 août 2011, ne vise que les produits relevant des codes 25151100 et 25151200 du SH.)

---

<sup>1</sup> Voir aussi les documents G/LIC/Q/IND/17 et G/LIC/Q/IND/18 contenant respectivement la première série de questions et les réponses à ces questions.

Dans sa réponse, l'Inde a indiqué que d'autres produits relevant des deux autres codes du SH (25151220 et 25151290) faisaient aussi l'objet de restrictions à l'importation, mais elle n'a pas fait référence à un règlement précis.

Nous attendons toujours la référence exacte de la législation qui régit l'importation des produits relevant des codes 25151220 et 25151290 du SH.

2. De quelle manière la restriction des importations de marbre et pierres similaires peut-elle répondre aux problèmes de "sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement"?

Dans sa réponse, l'Inde a évoqué l'impact de la transformation des blocs de marbre sur l'environnement. Elle a également affirmé que l'extraction de marbre, d'une part, et la découpe et la transformation ultérieure des blocs de marbre, d'autre part, avaient un impact équivalent sur l'environnement.

Nous aimerions savoir si l'Inde peut citer une étude scientifique qui montre que l'extraction et la transformation du marbre ont des effets néfastes sur l'environnement et que leurs effets sont équivalents.

En outre, en 2010, l'Inde a exporté environ 1 million de tonnes de granit transformé, se classant ainsi au deuxième rang des pays exportateurs de ce produit. Nous pensons que les effets "potentiels", s'il y en a, de la transformation du marbre et du granit sur la santé et l'environnement sont équivalents.

Nous aimerions donc savoir comment l'Inde réglemente la transformation du granit pour répondre aux problèmes de sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement.

3. Pourquoi l'admissibilité est-elle restreinte comme il est indiqué dans la notification pertinente, selon laquelle un critère d'admissibilité exigeant une activité de cinq ans dans la branche concernée a été fixé?

Dans sa réponse, l'Inde a indiqué que la notification n° 64 de la DGFT avait modifié le critère d'admissibilité. Toutefois, après avoir examiné ladite notification, nous constatons que le critère exigeant une activité de cinq ans dans la branche concernée est toujours en vigueur et que d'autres critères d'admissibilité sont appliqués.

L'Inde a également indiqué que le critère susmentionné était destiné à garantir des capacités de production adéquates. Cela est néanmoins contraire à l'article 3:5 j) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, qui prévoit qu'"on envisagera d'assurer une attribution raisonnable de licences aux nouveaux importateurs ...".

4. Pourquoi l'Inde impose-t-elle un plafond de 300 000 tonnes métriques?

Dans sa réponse, l'Inde a indiqué que le plafond était désormais de 500 000 tonnes métriques. Cependant, cela ne change rien au fait que le régime de licences d'importation de l'Inde constitue toujours une restriction quantitative, car il exerce des effets de restriction sur les importations.

En outre, pour répondre à la question posée par la Turquie au sujet de l'admissibilité des établissements qui pourraient faire des demandes de licences d'importation, l'Inde a expliqué que les critères en question étaient destinés à garantir des capacités de production adéquates et durables. Nous aimerions donc savoir si l'Inde dispose de données sur ses capacités nationales de découpe et de transformation du marbre. Dans l'affirmative, nous aimerions savoir si le plafond de 500 000 tonnes

métriques appliqué aux importations est suffisant au regard des capacités totales de l'Inde en matière de découpe et de transformation du marbre.

Nous estimons que le contingent fixé reste très restrictif et qu'il est loin de répondre à la demande sur le marché indien.

5. Le "prix plancher" correspond-il à un droit de licences?

Dans sa réponse, l'Inde a indiqué qu'il s'agissait du prix minimal à l'importation visant à garantir la qualité des produits importés. Comme nous le savons, le prix du marbre dépend de différents facteurs du côté de l'offre et de la demande. En outre, étant donné que ce prix varie pendant l'année en fonction des conditions du marché, le fait que l'Inde fixe un prix pour l'année entière rend quelque peu arbitraire le lien entre le prix et la qualité mentionné par l'Inde.

Nous demandons donc à l'Inde d'expliquer la raison d'être de sa politique de prix à l'importation. Sur quelle base l'Inde peut-elle justifier que le prix plancher fixé pour l'importation de marbre garantit la qualité?

---